

## PLAIDOYER POUR UNE BONNE GOUVERNANCE DES POLITIQUES PUBLIQUES

Djamel Torqui **GODIH\***  
Mohammed **LAZREG\*\***  
Mohammed **KAMELI\*\*\***

Received: 07/02/2022/ Accepted: 01/06/2022 / Published: 06/07/2022

Corresponding authors: [m.lazreg222@yahoo.fr](mailto:m.lazreg222@yahoo.fr)

### RÉSUMÉ

Les politiques publiques se caractérisent d'une part, par des politiques conjoncturelles qui sont des politiques ayant trait à des variations de court terme de l'activité économique et d'autre part, par des politiques structurelles qui portent sur l'évolution à long terme des structures de l'économie et du social. Toutefois, pour asseoir et promouvoir des politiques publiques efficaces, il y a lieu de mettre en œuvre la bonne gouvernance. L'objectif principal de notre article, est de mettre en exergue le fait que la bonne gouvernance contribue efficacement à la concrétisation des politiques publiques. Les principaux résultats de notre papier mettent en évidence les effets induits par la bonne gouvernance sur les politiques publiques.

### MOTS-CLÉS

Politique publique, Bonne gouvernance, Réformes structurelles, Politique conjoncturelle, Politique structurelle.

**JEL CLASSIFICATION:** E69, G18, G34

---

\* Université de Mostaganem, [godihdjamel@hotmail.fr](mailto:godihdjamel@hotmail.fr), Algérie.

\*\* Université de Sidi bel abbes, [m.lazreg222@yahoo.fr](mailto:m.lazreg222@yahoo.fr), Algérie.

\*\*\* Université de Sidi bel abbes, [medkameli@yahoo.fr](mailto:medkameli@yahoo.fr), Algérie.

## دعوة إلى الحكم الرشيد للسياسات العامة

### ملخص

تتميز السياسات العامة بأنها سياسات دورية، وذلك لأنها تتعلق بالتغيرات قصيرة المدى التي تحدث في النشاط الاقتصادي. أما بالنسبة للسياسات الهيكلية، فهي تهتم بالتطور طويل المدى للهيكل الاقتصادية والاجتماعية. إلا أنه، لوضع وتعزيز سياسات عامة فعالة، من الضروري تنفيذ الحكم الرشيد. في هذا الإطار، توصي المؤسسات الدولية الدول النامية بتطبيق مبادئ الحكم الرشيد لضمان التنمية العادلة والحقيقية. الهدف الرئيسي من مقالنا هو أن نبين كيف يساهم الحكم الرشيد بشكل فعال في تحقيق السياسات العامة. إن الآثار الناتجة متعددة، وتظهر على مستوى مختلف مجالات الاقتصاد الوطني من خلال التأثير على مختلف السياسات الاقتصادية المطبقة. كما تسلط النتائج الرئيسية لورقتنا الضوء على ضرورة القيام بإصلاحات هيكلية و إرساء الحكم الرشيد من خلال تبني روافع أساسية.

كلمات مفتاحية: سياسة عامة ، حكم رشيد ، إصلاحات هيكلية ، سياسة دورية، سياسة هيكلية.

تصنيف جال: E69, G18, G34

## **ADVOCACY FOR GOOD GOVERNANCE OF PUBLIC POLICIES**

### **ABSTRACT**

Public policies are characterized on the one hand by cyclical policies, which are policies relating to short-term variations in economic activity and on the other hand by structural policies, which relate to the long-term evolution of economic and social structures. However, to establish and promote efficient public policies, it is necessary to implement good governance. The main objective of our article is to highlight that good governance contributes effectively to the realization of public policies. The main results of our paper highlight the effects induced by good governance on public policies.

### **KEYWORDS**

Public policy, Good governance, Structural reforms, Economic policy, Structural policy.

**JEL CLASSIFICATION:** E69, G18, G34.

### **INTRODUCTION**

Le terme de politique publique désigne le contenu et le choix fait dans des domaines ou secteurs spécifiques déterminés par des plans, des buts et des actions dominants qui réglementent les questions importantes de préoccupations publiques. Les politiques publiques peuvent également être décrites comme un ensemble d'actions coordonnées réalisées par une puissance publique dans l'optique d'obtenir une modification ou une évolution d'une situation donnée (Roban, Jobert, Muller, 1988). En fait, l'étude des politiques publiques en question permet de mettre en relief les capacités d'une puissance publique à gérer les différentes attentes de la société et à agir en conséquence. Pour (Rival, Lesnard ; Carrissant, 2010) la notion de politique publique regroupe la politique conjoncturelle et la politique structurelle. Les politiques économiques regroupent un ensemble d'objectifs et d'instruments par lesquels les pouvoirs publics

cherchent à agir sur les variables économiques. On distingue généralement les politiques conjoncturelles des politiques structurelles. Dans le même ordre d'idées (Biales, Leurion, Rivaud, 2007) mettent en exergue le fait que la politique économique peut se définir comme un ensemble de décisions cohérentes, prises par les pouvoirs publics et visant, à partir d'instruments, à atteindre des objectifs relatifs à la situation d'équilibre d'une nation. Les objectifs poursuivis sont à la fois économiques et sociaux. Pour l'Etat, la politique conjoncturelle (ou politique macroéconomique) consiste à veiller à ce que la machine économique tourne bien en agissant sur certains paramètres (la monnaie, les dépenses publiques, les prix, les salaires). Les politiques structurelles se préoccupent à plus long terme de modifications en profondeur et agissent sur les conditions de production (marché du travail, marché monétaire, rôle de l'Etat). Avec les politiques conjoncturelles, on régule le système, avec les politiques structurelles, on cherche à le transformer. Parmi les instruments, il y a lieu de citer dans le cadre des politiques conjoncturelles qui agissent à court terme sur les indicateurs macroéconomiques en l'occurrence : la politique budgétaire ; c'est l'instrument privilégié des politiques de relance. Cependant, il a été maintes fois remis en cause par les économistes eu égard à l'aggravation des déficits budgétaires. Au demeurant, peut-on réellement appliquer des politiques publiques, sans une bonne gouvernance ? Mais qu'est-ce que la bonne gouvernance ? Comment briser le cercle vicieux de déficit de gouvernance ? Lakhlef (2006) explique que le terme « gouvernance » est largement utilisé et diversement interprété. Il s'est imposé dans le vocabulaire des économistes, des sociologues et des hommes politiques. Le concept est devenu incontournable pour toute analyse sur le développement et la croissance. En effet, les institutions internationales recommandent aux pays en développement les principes de la bonne gouvernance pour s'assurer un développement équitable et réel. Les pays développés se fixent des objectifs visant une amélioration continue de leur gouvernance. Okamba (2010) indique qu'il existe plusieurs formes de gouvernance : la gouvernance politique, la gouvernance administrative, la gouvernance économique

et financière, la gouvernance des entreprises. L'interaction entre toutes ces composantes de la gouvernance conduit vers la cohésion sociale durable, facteur de développement économique et social soutenable, que l'on peut évaluer par le renforcement du sentiment d'appartenance des individus à une collectivité, par leur insertion dans la vie économique et sociale de la cité et par leur degré de participation à la décision collective. La nature de la gouvernance et la qualité des institutions influent sur le climat des affaires. Par contre le déficit de gouvernance comme le souligne Lakhlef (2006) est un système de gestion ou de gouvernement improductif, inefficace et coûteux, désastreux pour la société et préjudiciable pour les générations futures.

Qu'en est-il en Algérie en matière de bonne gouvernance des politiques publiques ? L'économie algérienne est confrontée à l'enjeu d'assurer ses équilibres financiers et de diversifier ses sources de revenus, largement dominées par les recettes d'exportation des hydrocarbures. La construction d'une économie plus diversifiée et moins dépendante des performances du seul secteur de la production et des exportations d'hydrocarbures est indispensable. La diversification économique est nécessaire, elle est également la seule voie ouverte pour faire face aux défis de la création d'emplois et celui des revenus nécessaires pour répondre aux besoins de notre population. Aussi, des réformes profondes sont à concevoir en Algérie pour permettre l'émergence d'un nouveau modèle de gouvernance et de croissance.

## **PROBLÉMATIQUE**

Une question centrale est au cœur de notre problématique

- Quelles sont les voies de la bonne gouvernance à mettre en œuvre pour asseoir et promouvoir des politiques publiques efficaces en Algérie ?

Pour résoudre cette problématique, nous avons émis l'hypothèse principale suivante :

- Il existe des leviers fondamentaux à mettre en œuvre pour asseoir et promouvoir des politiques publiques efficaces en Algérie et ce, grâce aux principes de la bonne gouvernance.

Notre hypothèse principale est subdivisée en plusieurs sous-hypothèses, entre autres :

- L'importance stratégique des finances publiques et rationalisation des choix budgétaires en Algérie : Les finances publiques constituent un levier primordial à la concrétisation de toute politique publique. En effet, les finances publiques se perçoivent à leurs dimensions politiques et économiques. Une bonne gouvernance dans ce cadre, permettra une efficacité et une vision stratégique des finances publiques qui constitue une base importante à l'étude des dimensions qui les composent, en l'occurrence : budgétaire, comptable et contrôle.
- Une politique économique efficace, vecteur pour une bonne gouvernance : La politique économique se définit comme un ensemble de décisions prises par les pouvoirs publics visant à atteindre des objectifs relatifs à la situation économique d'un pays, à l'aide d'instruments divers et en prenant en considération les contraintes y afférentes. Dans ce cadre, il existe des instruments traditionnels de la politique économique, entre autres : la politique monétaire, la politique budgétaire, la politique de change, la politique de revenus... Toutefois, les économistes ont fait prévaloir d'autres politiques économiques contemporaines, à l'instar de la politique de relance que les pouvoirs publics en Algérie tentent de mettre en œuvre.
- Une décentralisation efficace, une refonte des institutions centrales et locales , levier d'action pour une bonne gouvernance : Dans le cadre d'une décentralisation, les collectivités locales en Algérie devront disposer de prérogatives qui puissent leur permettre la gestion de leurs territoires respectifs d'une part, et d'autre part, permettre à la commune algérienne d'affronter les défis de l'économie de marché et d'un univers basé sur la compétitivité à travers une modernisation du management des collectivités locales .
- Les leviers de pilotage pour la gouvernance et la concrétisation positive des politiques publiques en Algérie :

Des réformes structurelles doivent être mises en œuvre pour juguler la crise sanitaire et ses conséquences économiques, notamment à travers des politiques économiques efficaces et un financement harmonieux de l'économie nationale. Toutefois, la réussite des réformes structurelles nécessite des leviers fondamentaux à mettre en œuvre et qui constituent le prélude à une bonne gouvernance. Les politiques publiques ne peuvent réussir sans des leviers de pilotage.

### **L'objectif central de notre papier**

L'objectif principal de notre article est de mettre en exergue le fait que la bonne gouvernance contribue efficacement à la concrétisation des politiques publiques.

### **Méthodologie**

En vue de vérifier notre hypothèse principale et les sous-hypothèses y afférentes, nous avons eu recours à la technique documentaire qui nous a permis d'exploiter plusieurs ouvrages, documents, articles écrits par des économistes et spécialistes algériens en la matière et ce, pour faciliter notre recherche ayant trait au thème de notre article. Dans ce cadre, nous développerons également nos analyses personnelles sur le thème en question. Nous tenterons en fait, de mettre en relief certains apports personnels quant à la concrétisation effective pour une bonne gouvernance des politiques publiques en Algérie, tout en contribuant modestement à l'amélioration et à l'approfondissement des connaissances à travers de nouveaux éclairages dans le domaine.

Notre article est structuré en plusieurs axes que nous tenterons de mettre en lumière ci-dessous.

### **1- L'IMPORTANCE STRATÉGIQUE DES FINANCES PUBLIQUES ET LA RATIONALISATION DES CHOIX BUDGÉTAIRES EN ALGÉRIE :**

Les finances de l'Etat sont retracées au moyen d'un document budgétaire (le budget) qui prend place au sein de la loi de finances initiale. C'est en effet, au moyen d'une loi, votée par le parlement que le budget de l'Etat est adopté et qui présente de nombreuses caractéristiques :

- les dépenses de personnel et la charge de la dette qui représentent les premiers postes budgétaires du budget de l'Etat
- le poids essentiel de la fiscalité parmi les ressources de l'Etat
- le besoin de financement résultant d'un excédent de dépenses sur les ressources de l'Etat. (Damary, 2006).

#### **1.1- L'efficacité des finances publiques : un instrument pour une bonne gouvernance**

La persistance des déficits budgétaires élevés en Algérie continuera à générer des besoins de financement importants et qui risquent d'épuiser les réserves de change. Concernant l'Algérie, Bessaha (2021) note à ce sujet : « En 2021, le déficit a été couvert entre autres , par des avances temporaires au Trésor de 335 milliards de DA (soit 1,5% du PIB et déjà remboursé) et des prêts de 520 millions de DA au titre du programme spécial de refinancement (PSR) , un dispositif mis en place par la Banque d'Algérie en juin 2021, avec un plafond de 2100 milliards (soit 9,3% du PIB). Seules des réformes macro-économiques et structurelles, étalées sur le moyen terme, permettront au pays de faire face aux défis actuels, et de mettre sur pied une économie de production diversifiée saine et inclusive. La gravité des déséquilibres qui affectent le budget de l'Etat vient de prendre une dimension inquiétante, susceptible d'affecter négativement et gravement les perspectives de croissance de l'ensemble de l'économie algérienne au cours des prochaines années. L'Algérie devrait entreprendre en conséquence une série de réformes structurelles.

#### **1.2- La maîtrise de la politique budgétaire : le signe d'une bonne gouvernance**

Le budget de l'Etat en Algérie continue de constituer, dans le fonctionnement d'ensemble de l'économie, le point d'articulation entre le secteur des hydrocarbures et le reste de l'économie, non seulement parce que celui-ci demeure essentiellement alimenté par la fiscalité pétrolière, mais aussi parce que c'est toujours par le biais de ce budget que circule l'essentiel de la rente pétrolière, bien que certaines modalités de circulation aient changé. Parmi les réformes structurelles qui doivent être engagées en Algérie, il ya lieu de citer la



réforme du budget de l'Etat et de la fiscalité. Dans ce cadre, les déficits budgétaires doivent être corrigés en mettant des sauvegardes à travers par exemple des plafonnements en volume et en durée. Par conséquent, la rationalisation des choix budgétaires est plus que jamais à l'ordre du jour (Benachenhou, 2015) (Sari,2011 (Choual,Aggoun, 2016)

### **1.3- L'adaptation du système comptable, budgétaire et fiscal aux normes internationales : un levier d'action pour une bonne gouvernance**

L'adaptation du système comptable, budgétaire et fiscal aux normes internationales demeure une optique intéressante dans la mesure où il permet un contrôle parlementaire d'une part et d'autre part, il responsabilise les gestionnaires. En effet, les normes internationales (international public sector Accounting Standards) constituent des standards internationaux utilisés par les pays développés. Leur utilisation en Algérie constituera un volet important dans le domaine des finances publiques en Algérie. (Abaci, 2021) (Bessaha, 2021).

### **1.4- Un système de contrôle transparent des finances publiques : une autre forme de gouvernance**

La transparence des comptes demeure primordiale pour une bonne gouvernance des finances publiques. Dans ce cadre, la Cour des comptes en Algérie devra jouer pleinement son rôle, conformément aux dispositions de la nouvelle constitution qui a élargi ses prérogatives. Egalement une cour de discipline budgétaire et financière s'avère à notre sens primordiale dans ce cadre. Dans cette optique, les pouvoirs publics en Algérie vont introduire le système intégré de gestion budgétaire et comptable (SIGB) ; ce nouveau système développé en Europe constitue selon les experts en la matière, un gage de transparence et d'efficacité dans la gestion du budget de l'Etat (Barka, 2020) (Khelassi, 2013) Chouvel,2007) (Colin ,2005) (Damarey,2006)

**1.5- Modernisation et réforme fiscale suivant les standards internationaux : une nécessité vitale en Algérie.**

Une réforme fiscale et une modernisation de l'administration sont à envisager, en tenant compte de plusieurs impératifs dont : la réintégration du secteur informel dans la base fiscale et parafiscale et le renforcement de la compétitivité des entreprises. Il est donc urgent de rendre le système budgétaire performant et efficace au plan économique, c'est à dire la mobilisation des ressources publiques par la fiscalité ordinaire comme un levier économique stratégique au service de la valorisation des ressources territoriales.

**1.6- Un Etat régulateur : pilier d'une bonne gouvernance**

L'Etat est le seul acteur à pouvoir intervenir au niveau macroéconomique. Après la Seconde Guerre mondiale, l'Etat intervient dans tous les pays industrialisés par la mise en place de politiques économiques. Dans certains pays, l'intervention va plus loin et touche à l'aménagement du territoire, la planification, la nationalisation d'entreprises ...on parle d'économie mixte pour désigner la double régulation de l'économie par le marché et par l'Etat (Longatte, Vanhove, 2007). Par conséquent, nous considérons que l'Etat en Algérie puisse assurer les trois fonctions centrales, en l'occurrence : une fonction de régulation, une fonction de distribution et une fonction d'affectation. Plusieurs auteurs ont mis en évidence l'importance de la bonne gouvernance des finances publiques (Adam,Ferrand,Rioux,2006)(Baslé,2004)(Conan,2005)(Crisis,2003)(Lascombe,Vandendriessche,2003)(Saidj,2003)(Fontanel,2005) (Mebtoul, 2021)

**2- UNE POLITIQUE ÉCONOMIQUE HARMONIEUSE : LEVIER D'ACTION POUR UNE BONNE GOUVERNANCE DES POLITIQUES PUBLIQUES**

Parmi les grands objectifs de la politique économique on distingue généralement les paramètres suivants : la croissance de la production ; le plein emploi des facteurs de production, c'est-à-dire la maîtrise du chômage et la pleine utilisation des capacités de production des entreprises ; la lutte contre l'inflation à travers la maîtrise des prix ; la

stabilité du taux de change et l'équilibre extérieur à travers la balances des transactions courantes.

Pour la concrétisation d'une politique économique, il y a lieu généralement de prendre en compte les instruments suivants : la politique monétaire, la politique budgétaire, la politique des revenus, la politique de change.

### **2.1- La bonne gouvernance des entreprises algériennes : un instrument managérial promoteur d'une croissance économique et de la production**

Aucune stratégie économique, quelle que soit la volonté politique affichée par les pouvoirs publics, ne peut réussir sans l'apport conséquent des entreprises. Toutes les institutions ont besoin de ressources pour fonctionner. Mais seule l'entreprise produit des richesses matérielles dont a besoin la nation pour avancer. Aussi, l'émergence et le développement de l'entreprise constituent un levier d'action pour promouvoir la croissance économique en Algérie. La bonne gouvernance des entreprises contribue efficacement au plein emploi et à la maîtrise du chômage. L'entreprise représente le talon d'Achille de l'économie d'un pays. Aussi, l'entreprise doit être au centre des préoccupations des politiques économiques. Un certain nombre d'études mettent en évidence l'importance de ce sujet en Algérie (Lamiri -2013- ; (Hamadouche- 1997- ; Benbitour-1998- ; Bekkour-2016- ; Ouchichi- 2014- ; Belmihoub2001-)

### **2.2- Le plein emploi et la maîtrise du chômage : leviers d'action des politiques publiques**

Toutes les économies de marché doivent, à un moment ou à un autre, faire face au problème du chômage. Mais celui-ci peut devenir critique dans les pays qui entreprennent la difficile transition d'une économie dirigée vers un système libre de marché. Par ailleurs, une politique active de l'emploi est nécessaire à travers un assouplissement du marché du travail, une formation universitaire et professionnelle qui puisse correspondre à la réalité de la sphère économique et sociale, une incitation à l'activité avec des mécanismes appropriés. Dans ce cadre, (Lamiri, 2013) souligne « que l'emploi

constitue le premier fléau de la société algérienne et de la vaste majorité des pays dans le monde. Notre pays est capable d'aller vers une croissance à plus de 8% et d'éradiquer ce phénomène. Il y va de la stabilité économique et sociale du pays ». Dans ce cadre, un nouveau modèle de croissance doit être envisagé pour encourager le secteur productif, améliorer la gouvernance des entreprises. Les pouvoirs publics sont appelés, en tant que puissance publique, à jouer un rôle incitatif dans la promotion et le soutien du développement des relations entreprises- recherche, système éducatif- emploi. Par ailleurs, le phénomène du chômage peut être endigué grâce, également à des stratégies, en l'occurrence : le développement des pépinières et des incubateurs, d'un financement adéquat envers les PME, et une émergence de l'entrepreneuriat. En effet, son importance pour le développement et la croissance d'un pays a poussé la majorité des pays à intégrer l'initiation et la formation à l'esprit de création d'entreprise dans le système éducatif (Lakhlef- 2014- ; Watts -2007- ; Rival, Carrissant-2008-Benachenhou-2015- ;Boudia-2017-)

### **2.3- La réconciliation des politiques monétaires et sociales en Algérie : instrument d'une bonne gouvernance**

La politique monétaire vise à réguler la croissance de la masse monétaire, de manière à ce que la quantité de monnaie en circulation ne soit pas trop importante, pour éviter l'inflation, mais suffisante, pour assurer le volume des transactions et ne pas freiner l'activité économique. Aussi, la supervision des banques publiques par la Banque d'Algérie est importante. Par ailleurs, le financement bancaire du déficit du Trésor se pose avec acuité. Il est impératif également que l'aversion du risque, par les banques, diminue. La politique restrictive prônée par la Banque centrale est, des fois justifiée par le budget de l'Etat qui finance tout. Il est souhaitable que le budget de l'Etat puisse obéir à une obligation de résultat et non pas de moyens.

#### **2.3.1. La bonne gestion du dinar : une autre forme de gouvernance**

Les réformes structurelles doivent œuvrer à ce que la valeur officielle du dinar et celle du marché parallèle se rapprochent. La manipulation du dinar risque à la longue, d'être défavorable à l'économie

algérienne. La valeur d'une monnaie impacte structurellement le champ économique d'un pays. Les déterminants des taux de change sont pour l'essentiel de nature économique et financière. Les conditions dans lesquelles se détermine le taux de change varient selon le régime en vigueur. Les déterminants en général, sont multiples. Tantôt, c'est l'état de la balance des transactions courantes qui prévaut, tantôt c'est l'évolution des prix relatifs, tantôt ce sont les différentiels de taux d'intérêt qui prévalent. Bien souvent ces facteurs jouent ensemble à des degrés divers ; cet état de fait, rend délicates les prévisions et les politiques de change. La valeur du dinar se heurte à des problèmes complexes, notamment la faiblesse de la productivité et l'orientation des agents économiques vers l'importation plutôt que vers la production de biens et de services. Aussi et dans ce cadre, la politique de change en Algérie à travers la bonne gestion du dinar s'avère importante à plus d'un titre (Lamiri -2013- ;Nouioua-2017-). Différentes approches ont été mises en évidence sur l'impact de la politique monétaire et sur les structures de l'économie algérienne (Benachenhou, 2015) (Nouioua,2017) (Naas,2003) (Grim,2009) (Benissad,2018).

### 2.3.2. Un exemple sur la cotation du dinar :

Face à ces deux principales monnaies de règlement de l'Algérie, le dinar semble se déprécier lentement depuis l'exercice 2020 et ce, dans un contexte marqué par le creusement des déficits budgétaire et courant, ainsi que par une évolution défavorable de certains fondamentaux. Nous constatons dans le tableau ci-dessous que le dinar s'est affaibli face aux principales devises de Janvier à Mai 2020. Dans ce cadre, les pouvoirs publics mettent l'accent sur une option pour une dépréciation du dinar, mais plus ou moins graduelle et modérée pour les années à venir.

**Tableau 1.** Mettant en exergue des cotations publiées par la banque d'Algérie sur la valeur du Dinar à la vente par rapport à l'Euro et au Dollar

Période	Valeur du Dinar	Valeur de l'Euro
5-11 Janvier 2020	119,38 DA	133,208 DA
9 février 2020	125,48 DA	138,18 DA
Mai 2020	134,66 DA	145,67 DA

Source : Titouche A : *Liberté ECO du 14mai 2020, Tableau établi par nos soins.*

#### **2.4- La problématique des subventions et les effets induits sur le budget de l'État**

La question des subventions est à résoudre, car elles impactent négativement le budget de l'Etat, réduisant ainsi ses capacités d'investissement. A cet effet, les subventions doivent moins concerner les produits mais plus les ménages en fonction de leur situation de revenus. Benachenhou (2015) observe que la sortie des subventions s'impose par nécessité économique et par équité sociale. Sur le plan économique, le système actuel des subventions constitue un transfert massif d'épargne de l'Etat et certaines entreprises publiques, vers les classes moyennes et supérieures et les entreprises, sans efficacité économique et sociale avérée. Il ya lieu également de relever que le système des subventions consacre une part importante aux produits importées. La remise en ordre des prix et des subventions, implicites et explicites, est de nature à libérer au cours des dix prochaines années un espace budgétaire équivalent à 15% du PIB, qui permettrait à terme, de multiplier par 3 l'investissement productif hors secteur de l'énergie et d'améliorer de façon notable le fonctionnement du service public. Les subventions impactent négativement le budget de l'Etat, réduisant ainsi ses capacités d'investissement. , les subventions doivent moins concerner les produits mais plus les ménages en fonction de leur situation de revenus. Certes, la couche vulnérable de la société est à protéger ; en ce sens, des réformes concernant les subventions vont être entreprises par les pouvoirs publics. En effet, la loi de finances 2022 a introduit une disposition pour mettre en place un nouveau système de subventions ciblées. Le nouveau modèle s'appuiera sur un système déclaratif, permettant aux ménages de faire connaître leurs moyens éligibles à la compensation monétaire. Dans ce

cadre, des contrôles seront opérés en aval aux niveaux local et national . La composition du dispositif national d'indemnisation en numéraire pour les familles qui y sont éligibles a été fixée au titre d'amendement apportée à l'article 87 du projet de loi de finances 2022 adopté par l'assemblée populaire nationale. Le dispositif d'indemnisation en numéraire comprend : les départements ministériels, des députés du parlement, des experts économiques et des organisations professionnelles.

### **2.5- La lutte contre l'inflation et l'informel : Des outils pour des politiques économiques efficaces en Algérie**

Les sources de l'inflation sont très diverses, trois apparaissent importantes : le rôle de la monnaie, les déséquilibres du marché et la nature des structures économiques et sociales. Il est impératif que les pouvoirs publics en Algérie agissent dans ce sens. Le processus inflationniste est un phénomène complexe où entre en jeu un grand nombre de facteurs en interaction, y compris les prix internationaux, les anticipations des agents économiques et la régulation des marchés. (Benachennou-2015- ; Nouioua -2017- ; Berkouk-2019-). Par ailleurs, l'impact du marché informel sur l'activité économique en Algérie commence à prendre de l'ampleur. Le problème de la bancarisation de l'argent qui circule dans l'informel ne trouve toujours pas de solution. Les pouvoirs publics ont déclaré que l'équivalent de 90 milliards de dollars circule dans le marché informel. Ce montant est très important et le marché informel en question risque tôt ou tard de menacer les fondements de l'économie formelle. Il constitue ainsi, un véritable fléau économique, tout en étant une soupape de sécurité d'emploi pour des millions d'Algériens (**Lamiri, 2013**). Réduire le champ de l'informel nécessite également de prendre des mesures urgentes avec des réponses concrètes aux besoins des personnes qui agissent dans ce secteur d'une part, et d'autre part, mettre en œuvre une refonte des politiques du marché du travail pour encourager l'emploi formel.

### **3- UN SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER PERFORMANT : LEVIER PREPONDERANT POUR UN ESSOR ÉCONOMIQUE ET UNE BONNE GOUVERNANCE DES POLITIQUES PUBLIQUES EN ALGÉRIE**

Mouhoubi (1998) souligne qu'une économie moderne, puissante, performante et compétitive ne peut pas exister sans un système bancaire et financier moderne, puissant, performant et ouvert. L'une ne va pas sans l'autre. Les pays développés nous offrent le meilleur exemple de cette parfaite osmose

#### **3.1- Les banques en Algérie : principale source de financement :**

L'Algérie s'est orientée vers l'économie de marché. En fait, le passage d'une économie d'endettement, une économie où les entreprises sont financées essentiellement par le crédit, à une économie de marché où le marché des capitaux joue un rôle principal dans la croissance, implique une réforme globale du schéma de financement de l'économie nationale. En Algérie, le financement des entreprises se fait quasiment par le biais des crédits bancaires, ce qui constitue un frein pour la prise en charge de tous les projets. Le crédit bancaire ayant des limites qui sont fixées à travers entre autres, les ratios de solvabilité, de liquidité et de division des risques, il est clair que les banques algériennes ne pourront supporter seules le financement de l'économie (Grim- 2009- ; Naas -2003- ; Benachenhou- 2015-)

#### **3.2- Une bourse des valeurs mobilières performante : fondement pour un financement harmonieux de l'économie algérienne**

L'Algérie a besoin d'ériger une place boursière qui finance l'économie productive. Le secteur financier joue un rôle fondamental dans l'accélération des processus d'échanges de biens et de service ; il est à l'origine de toutes les allocations optimales des ressources financières devant stimuler l'activité économique, l'emploi, ainsi que l'amélioration de la productivité et l'innovation. Le système bancaire et financier en Algérie doit consentir plus d'efforts pour améliorer quantitativement et qualitativement le financement de l'économie, en veillant au respect du cadre normatif d'intervention et en renforçant la prévention et la supervision dans le cadre de la bonne gouvernance. Aussi, un essor de la bourse des valeurs mobilières d'Alger constitue



un instrument de croissance et de promotion des investissements. (Naas- 2003- ;Sari- 2011- ; Grim- 2012- ; Nouioua -2017-)

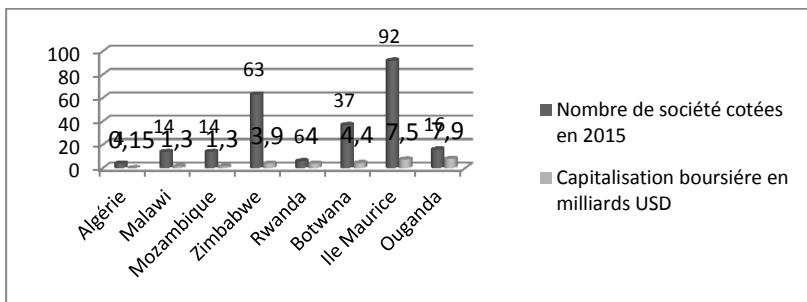
3.2.1. La place de la bourse des valeurs mobilières (BVM) d’Alger par rapport à la région MENA et au continent Africain

**Tableau 2.** Les principales caractéristiques des places boursières de la région MENA en 2017

Pays	nombre de sociétés cotées	Pays	nombre de sociétés cotées
Algérie	5	Koweït	175
Arabie Saoudite	188	Liban	10
Bahreïn	43	Maroc	73
Egypte	254	Oman	112
Emirats Arabes	127	Palestine	48
Iraq	101	Qatar	45
Jordanie	194	Tunisie	73

Source : internet consulté le 24/12/2020

**Figure 1.** La place de la bourse des valeurs mobilières d’Alger (BVM) sur le continent Africain



Source : Khaled M (2019) : *Efficience informationnelle et excès de confiance : Quel constat pour le marché des actions en Algérie ? Revue d’économie et de statistiques appliquée Volume 16 n° 1, Juin 2019, pp 84-103.*

Deux particularités sont à mettre en évidence : la place de la bourse d’Alger au niveau Africain qui se classe loin derrière la bourse du Malawi d’une part, et d’autre part, la place peu reluisante du nombre de titres cotés par rapport à certains pays Arabes. Il demeure indispensable pour les pouvoirs publics d’engager un ensemble de

réformes axées sur la restructuration, la réorganisation et la modernisation du système bancaire et financier en Algérie

### **3.3- La faiblesse de la bourse d'Alger: un handicap majeur pour le financement de l'économie et la concrétisation effective des politiques publiques**

Le marché boursier algérien est minuscule et peine à décoller : quatre sociétés cotées, un marché des obligations d'entreprises dominés par les titres d'Etat, l'absence de marchés de titrisation. Le défi pour le système financier algérien est de jouer un véritable rôle d'intermédiaire financier en appui de la restructuration économique.

La bourse constitue une alternative aux financements bancaires dans la conjoncture actuelle. D'où la nécessité pour la bourse de recourir à ce mode de financement et redynamiser ce marché. Toutefois, le lancement d'un compartiment dédié au financement des petites et moyennes entreprises : PME en 2012 n'a pas changé la situation, ce qui fait qu'aujourd'hui, les entreprises ne se bousculent toujours pas à la bourse. Notons que la société NCA Rouiba a déposé auprès de la commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (COSOB) le 19 mars 2020, une demande officielle portant sur un projet d'offre publique de retrait (OPR) de son titre de la bourse d'Alger. La bourse d'Alger est dans un état rachitique : pourquoi ? Il ya plusieurs raisons : l'Etat a peu privatisé et a préféré le faire en dehors de la bourse ; les sociétés privées d'origine familiale n'aiment pas la bourse ; la cotation en bourse impose une transparence qui rend la rentabilité plus difficile face à la concurrence déloyale qu'impose l'économie informelle (Bessaha-2020- ; Meddahi-2017- ; Grim-2009- ; Grim-2012-).

#### **3.3.1. Quelles sont les causes qui entravent le développement du système bancaire et financier en Algérie ?**

L'absence de nouvelles cotations et la faiblesse des transactions ont mis en difficultés la Bourse d'Alger qui, sans une recapitalisation financière de l'Etat, risque d'être déclarée en faillite. Il y a lieu d'ajouter également le rendement faible des titres cotés, souvent inférieur à celui des placements bancaires, et la non implication du

secteur privé dans le marché boursier. Le statut juridique des entreprises algériennes privées par exemple ne permet pas très souvent leur cotation en Bourse eu égard à leur forme juridique : SARL ; EURL..

### 3.3.2. L'émergence d'un marché des capitaux performant pour le financement de l'économie nationale : vecteur pour un développement économique

Le marché des capitaux regroupe globalement le marché monétaire, qui comprend le court et moyen terme, d'une part et le marché financier qui comprend les capitaux à long terme, d'autre part. Les banques publiques algériennes, qui récoltent plus de 85% des dépôts, manquent de sophistication et peinent à répondre aux besoins des investissements productifs. Dans ce cadre, des réformes urgentes doivent être mises en place dans ce sens, afin que le secteur financier et boursier dans son ensemble puisse être au diapason de l'économie de marché, pour une diversification des sources de financement de l'économie et de l'investissement. Plusieurs économistes ont mis en relief les effets induits par un système bancaire et financier performant sur la croissance économique (Azzouz, Baroudi- 2017- ; Mishkin, Bordes, Hautcœur et al-2007- ; Nouioua-2017- ; Bouzar--2010- ; Lakhlef-2014-).

### 3.4- La finance islamique et ses objectifs : une autre alternative pour le financement de l'économie algérienne

La Banque d'Algérie a consacré le règlement n°20-02 du 15 mars 2020, définissant les opérations de banque relevant de la finance islamique et les conditions de leur exercice. Bouyacoub (2000) souligne que le système bancaire islamique s'organise autour de trois principes fondamentaux : interdiction d'une fixation de taux d'intérêt ; partage du profit ou des pertes résultant d'investissement ; promotion des investissements productifs, créateurs de richesses et d'emploi. A la différence des banques classiques, dans lesquelles les risques de crédit sont assumés par les seuls emprunteurs, les banques islamiques participent, en prêtant leur argent, aux risques des opérations. Le système bancaire islamique a pour objectif de participer au développement économique en mobilisant des ressources au

niveau national et international, pour les affecter au financement de projets ou d'activités rentables et conformes à la Charia Islamique. Selon Siagh (2012), aujourd'hui il existerait quelque 500 institutions financières de ce type à travers le monde. Elles ont connu une croissance continue, même durant la crise financière mondiale récente. La valeur des actifs de la finance islamique, dans les 300 plus importantes institutions financières, a atteint le trillion de dollars. Il va sans dire que la finance islamique est encore à ses débuts ; elle fait face à de nombreux défis quant à son évolution, notamment son acceptation dans une partie du monde musulman et en Occident. Par conséquent, le défi majeur de la finance islamique est de passer, de la marge au centre de l'industrie bancaire et de la finance. Le développement des connaissances en matière de finance islamique s'avère indispensable pour pouvoir unifier les jugements dans ce domaine, connaissant les divergences existantes dans ce cadre. (Nemmouchi-2020- ; Baba Ahmed-2016- ;Nouioua-2017- ;Haddad, Mokhtari,Belaid-2015-)

### **3.5- Le développement de la bancarisation et de l'inclusion financière en Algérie : leviers promoteurs d'une bonne gouvernance des politiques publiques**

L'inclusion financière met en évidence des relations étroites, entre notamment les particuliers, les entreprises qui ont accès à des produits et services financiers qui puissent répondre à leurs besoins et ce, à travers les crédits, les différentes transactions, les paiements, l'épargne qui sont mis en œuvre de manière durable et responsable (Rakhrouf,Benilles -2021- ; Jouahri-2017- ; Gloukoviezoﬀ-2013-)

#### **3.5.1. Un aperçu global sur la bancarisation en Algérie par rapport aux pays du Maghreb :**

Selon le rapport « Global Financial Development Report 2014 » publié par la Banque Mondiale le 12 novembre 2013, c'est le Maroc qui affiche la bancarisation la plus élevée, avec 22,3 agences pour 100.000 adultes, contre des taux, de 17,2 pour la Tunisie et 5,3 pour l'Algérie. Les taux dans les trois pays restent faibles par rapport à ceux des pays développés : 41, 6 en France, 66, 3 en Italie et 35,4 aux

Etats-Unis. L'inclusion financière en Algérie se caractérise par sa faiblesse ; il y a urgence à opérer une véritable culture dans ce domaine à travers une éducation financière et bancaire à entreprendre dans les plus brefs délais. Toutefois, l'inclusion ne peut être réalisable et optimale que lorsqu'elle permet en amont aux populations vulnérables d'accéder aux services de dépôt, commençant par l'ouverture de compte, pour ensuite rendre possible l'accès au crédit.

### 3.5.2. Le rapport de la banque mondiale et l'inclusion financière en Algérie :

Selon Nemouchi (2020), l'inclusion financière peut être définie comme l'accès des individus aux services financiers formels, tels que les prêts, l'épargne, les services de paiement et d'autres services, à un coût abordable. La Banque Mondiale, avec le soutien financier de la fondation Bill Gates, réalise depuis 2011 la production de données sur l'inclusion financière portant sur 140 pays. Les résultats de la dernière enquête publiés en 2017 concernant l'Algérie indiquent que le nombre d'adultes titulaires de comptes auprès des institutions financières formelles en pourcentage de la population adulte (plus de 15 ans) est de 43% , alors que la moyenne mondiale est de 69% ; en d'autres termes 57% de la population algérienne adulte est exclue du système financier en Algérie et l'exclusion des femmes est encore plus forte avec un taux de 71%. Les stratégies d'inclusion financière ne se contentent pas seulement de numériser les paiements, elles visent aussi à accroître la part des banques dans le domaine du crédit et de l'épargne.

### 3.5.3. L'extension et le développement du numérique et du digital : fer de lance pour une inclusion financière en Algérie

Le monde qui caractérise le système bancaire et financier est en mutation profonde du fait des technologies applicables à la banque. La technologie bancaire est passée de la phase préindustrielle à une phase réellement industrielle, qui n'est pas totalement achevée et entre progressivement dans l'ère du numérique des services en ligne.

Le secteur bancaire et financier en Algérie se caractérise par des systèmes de paiement obsolètes et complètement dépassés par les nouvelles technologies, à l'instar de la Fintech. Toutefois, il y a lieu de relever que d'importantes initiatives ont été prises en Algérie dans ce

domaine. Le numérique constitue le fer de lance pour l'efficacité d'un système bancaire et financier. Aussi, le processus d'innovation financière a transformé l'ensemble des systèmes financiers et a marqué l'évolution de l'industrie bancaire. Différentes études mettent en évidence l'importance de l'innovation à travers le numérique et le digital, et l'ensemble des technologies de l'information et de la communication (TIC). (Issolah- 2005- ; Kosiur -2006- ; Bernaoui-2016- ; Mishkin, Bordes, Hautcoeur et al, -2007- ; Aglietta- 2005-)

### **3.6- Un climat des affaires attractif : Un instrument managérial promoteur de l'image de marque et de la bonne gouvernance**

L'Algérie est régulièrement très mal située dans les différents classements internationaux sur le climat des affaires. Lamiri (2013) note que « nous sommes régulièrement très mal situés dans les différents classements internationaux sur le climat des affaires. Les causes sont nombreuses. Nous en retiendrons une qui fait l'unanimité, à savoir la bureaucratie. Le management moderne a produit également des thérapies efficaces contre ce fléau ».

#### **3.6.1. La problématique du climat des affaires en Algérie**

Le climat des affaires en Algérie constitue une problématique qu'il faudra résoudre pour asseoir et promouvoir les investissements nationaux et étrangers. Le classement annuel Doing Business de la Banque mondiale sur la facilité à faire des affaires positionne l'Algérie à une place inconfortable. Pour un pays émergent, le premier segment d'une politique de l'offre efficace est celle d'assurer aux investisseurs un bon climat d'affaires. Les économistes algériens ont toujours été déçus par la baisse de la productivité des facteurs. Une administration bureaucratique en est le facteur essentiel, d'où l'importance du climat des affaires et de l'environnement économique adéquat.

#### **3.6.2. Le rapport Doing Business publié par la Banque mondiale**

Le rapport de 2020 publié par le Groupe de la Banque mondiale revient sur les réformes mises en œuvre dans certains domaines d'activité dans 190 pays sur une période de 12 mois se terminant le 1 mai 2019

**Tableau 3.** Mettant en exergue le classement de l'Algérie dans certains domaines

<b>Etude de l'environnement des affaires</b>	<b>157<sup>e</sup> place</b>	<b>Sur 190 pays</b>
Création d'entreprises	150 <sup>e</sup> place	Sur 190 pays
Permis de construire	150 <sup>e</sup> place	Sur 190 pays
Obtention de prêts	181 <sup>e</sup> place	Sur 190 pays
Protection d'investissements minoritaires	179 <sup>e</sup> place	Sur 190 pays
La pression fiscale	158 <sup>e</sup> place	Sur 190 pays

Source : rapport "Doing Business" 2020 publié par le Groupe de la Banque mondiale, Economie Liberté en date du 26 octobre 2019.

- Le climat des affaires en Algérie n'a quasiment pas évolué par rapport à l'édition 2018 ;
- L'Algérie est classée au 150<sup>e</sup> rang en matière de création d'entreprises ;
- L'Algérie arrive à la 121<sup>e</sup> place. Le rapport a comptabilisé 19 procédures, 131 jours et un cout représentant 6,5% du revenu par habitant pour la construction d'un entrepôt ;
- L'Algérie se positionne à la 181<sup>e</sup> place concernant l'obtention de prêts, au 179<sup>e</sup> rang sur le plan de la protection des investisseurs minoritaires. Concernant la pression fiscale, l'Algérie occupe la 158<sup>e</sup> place. En effet, le rapport met en relief que l'entreprise algérienne doit s'acquitter de 27 impôts et taxes différents, y compris les cotisations obligatoires, un processus qui nécessite 265 heures de travail par an.

#### **4- LA DÉCENTRALISATION ET LA MONTÉE EN PUISSANCE DES COLLECTIVITES LOCALES EN ALGÉRIE : UN ENJEU MAJEUR POUR UNE BONNE GOUVERNANCE DES POLITIQUES PUBLIQUES**

La commune algérienne ne peut envisager son destin et son avenir, qu'en évaluant ses potentialités et ses atouts et en transformant ses faiblesses de l'heure en forces de demain. Le développement local doit être au cœur de la nation. Dans ce cadre, la bonne gouvernance à tous les niveaux est indispensable pour un développement harmonieux des communes algériennes. Dans une perspective de développement local, la gouvernance locale renvoie à l'ensemble des interactions entre les acteurs d'une communauté susceptibles de porter un projet global commun et des projets spécifiques de développement de leur

collectivité. Dans ce cadre, la gouvernance territoriale est un enjeu majeur pour le développement local en Algérie. Aussi, il existe plusieurs leviers importants à mettre en œuvre pour une efficience de la gouvernance des collectivités locales en Algérie.

#### **4.1- La commune algérienne : entreprise de prestation de services et de création de richesses**

A ce sujet, Khelil (2011) indique que la commune doit fonctionner comme une entreprise de prestations de services et de création de richesses, il est évident que le résultat dépendra des capacités managériales des uns et du degré d'implication des autres dans la vie économique et sociale et culturelles de la collectivité. En somme, cette image de la commune-entreprise reste intimement liée au savoir-faire des élus et à l'implication du citoyen, autrement dit, au degré d'émancipation de notre société. Le développement des collectivités locales en Algérie ne peut être réduit aux seules questions d'ordre financier et comptable. Aussi, la gouvernance dans tous ses aspects est à prendre en considération pour une efficience des collectivités locales en Algérie. Dans ce cadre, Rahmani, (2009) souligne qu'aujourd'hui et de plus en plus dans le monde moderne, l'exigence de la qualité du service public conduit les communes comme les entreprises, à perfectionner sans cesse leur gestion. Pour Lamiri, (2013) «les succès chinois sont dus aux qualifications humaines et surtout, au processus de décentralisation. Une commune chinoise est une belle machine décentralisée, doté de ressources humaines qualifiées qui planifient leur propre développement, négocient les investissements internationaux, créent des entreprises, des emplois et multiplient la richesse et le bien-être. Si bien que, plus de 50% des exportations Chinoises proviennent d'entreprises locales fortement décentralisées ».

#### **4.2- La gouvernance locale : un enjeu majeur pour un développement économique local**

Gouttebel, (2003) souligne que le développement local peut se définir comme un processus utilisant les initiatives locales à l'échelle des collectivités, comme moteur de développement économique. C'est donc une stratégie de développement orientée vers l'action, qui



valorise les potentiels locaux, mise sur les acteurs locaux et la dynamique qui les anime, et interprète et tire avantage des politiques gouvernementales. Pour Loncle et Rouyer, (2004), elle encourage la participation et est porteuse de beaucoup d'espoirs pour les populations, notamment l'émergence d'une vie politique locale active. La gouvernance locale offre ainsi la possibilité de rapprocher les services publics des populations. Elle permet le transfert de pouvoirs, de compétences, de biens et de ressources du niveau central au niveau local. Les enjeux d'une gouvernance locale sont multiples et sont principalement d'ordre politique et socio-économique.

#### **4.3- L'amélioration des finances locales : un levier prépondérant pour la gouvernance des collectivités locales**

Pour une dynamique économique capable de faire sortir l'Algérie de la rente pétrolière et permettre une diversification économique, il est important pour les pouvoirs publics de mettre en œuvre une politique de développement local harmonieuse, à travers une décentralisation effective comme nous l'avons souligné et une amélioration des finances locales. Khelil (2011) souligne que dans la configuration du monde d'aujourd'hui, « l'Etat se retire progressivement de la gestion directe de l'économie, pour se consacrer aux missions stratégiques d'animation, d'organisation et de régulation du développement économique et social du pays ». Dans ce cas, quelles seraient les nouvelles missions à confier aux communes, jusque-là plus ou moins associées à la gestion directe assurée par l'Etat ? C'est nécessairement de la réponse à cette question, que dépendront les mutations structurelles et fonctionnelles à envisager, pour cette collectivité. (Khelil- 2011- ; Rahmani - 2009- ; Boulifa-2018- ; Graba-2000- ; Maherzi-2013-)

#### **4.4- L'attractivité territoriale : un enjeu majeur pour une bonne gouvernance des politiques publiques**

Dans un monde où la nécessité du développement ne peut plus être ignorée et où les collectivités locales sont amenées à jouer un rôle prépondérant dans l'application du développement, l'attractivité demeure un levier important. Aussi, le marketing territorial propose

aux décideurs locaux une approche globale permettant de valoriser les facteurs d'attractivité du territoire. Les pouvoirs publics en Algérie doivent mettre en œuvre, en ce sens, une démarche de planification afin d'appuyer les leviers locaux du développement, en faisant participer les acteurs locaux à l'élaboration des schémas régionaux d'aménagement du territoire et en aidant à la formulation de projets de développement local. (Harrar, Ghomari-2017- ; Leloup-2005- ; Khelladi-2012- ; Benko-2000-)

## **5- LES LEVIERS DE PILOTAGE POUR LA GOUVERNANCE ET LA CONCRETISATION POSITIVE DES POLITIQUES PUBLIQUES EN ALGÉRIE**

Afin d'asseoir et de promouvoir la bonne gouvernance en matière de politiques publiques en Algérie, certains paramètres doivent être mis en œuvre : lesquels ?

### **5.1- La nécessité d'impulser une autre stratégie de management des ressources humaines en Algérie : source d'émergence économique et de bonne gouvernance**

Le développement des ressources humaines de qualité en Algérie constitue un chantier vital pour une bonne gouvernance des politiques publiques. La réhabilitation du rôle stratégique des ressources humaines demeure une donnée incontournable. Différents auteurs spécialisés dans ce domaine ont mis en évidence le rôle stratégique des ressources humaines. (Darbellet, Izard, Scaramuzza-2011- ; Lamiri-2013- ; Khelassi-2010- ; Alary, Leloup, Stroussi ,2010)

### **5.2- L'économie fondée sur la connaissance (EFC) : vecteur de réussite des politiques publiques en Algérie**

L'EFC est vitale car elle permet d'accroître les performances, d'élargir les marchés, d'innover de manière déterminante, de recruter stratégiquement et de transmettre le savoir. L'EFC doit concerner tous les segments d'activité et tous les métiers L'économie fondée sur la connaissance (EFC) doit être intégrée très en amont de la politique de l'éducation et de la formation des pouvoirs publics, en tant que composante essentielle disposant d'instruments appropriés. Dans ce

cadre, un certain nombre d'études et de recherches en Algérie soulignent l'importance de l'EFC pour une nation (Lamiri-2013-; Djeflat-2006-; Benyelles,Tchouar 2017- ;Mékidche-2008-; Khelladi-2012-; Rouach -2015-)

### **5.3- L'essor de l'entrepreneuriat en Algérie : un outil pour la bonne gouvernance des politiques économiques**

La culture entrepreneuriale et managériale est à intégrer rapidement dans l'ensemble des institutions en Algérie, notamment dans les institutions de formation afin que l'entreprise algérienne puisse survivre, s'adapter aux changements, à l'environnement et à la compétitivité. L'importance de l'entrepreneuriat pour le développement et la croissance d'un pays a poussé la majorité des pays à intégrer l'initiation et la formation à l'esprit de création d'entreprise dans le système éducatif (Lakhlef- 2014-; Oukil-2019-). Par ailleurs, l'entrepreneuriat est un vecteur stratégique pour l'émergence et le développement d'un pays. La culture entrepreneuriale doit être développée dans les institutions éducatives et au sein de la population en Algérie (Lakhlef-2014-; Lamiri- 2013-; Zerrouki, Gari-2017-).

### **5.4- La diversification économique : un pilier central pour la réussite des politiques publiques**

L'économie algérienne dépend à 98% de la rente liée aux exportations des hydrocarbures. Aussi, l'Algérie a besoin d'une stratégie de riposte, et le plus rapidement possible afin de mettre l'économie algérienne sur la voie de l'émergence. La construction d'une économie plus diversifiée et moins dépendante des performances du seul secteur de la production et des exportations d'hydrocarbures est indispensable.

### **5.5- Un système éducatif performant : une source pour la bonne gouvernance des politiques publiques**

La réforme de l'enseignement doit constituer la priorité, l'urgence dans l'ordonnancement des réformes structurelles. Par conséquent, le

secteur de l'enseignement est appelé à former les futures générations au niveau des standards internationaux.

5.5.1. De la nécessité d'un système éducatif et de formation professionnelle efficient en Algérie

L'éducation est devenue le facteur capital de la performance et du potentiel économique des nations. Le système éducatif et la formation professionnelle constituent des jalons importants pour une émergence de l'économie fondée sur la connaissance (EFC), qui se situe dans un long mouvement de transformation des économies mondiales. Aucune stratégie économique ne sera efficace avec un enseignement qui ne répond pas aux normes internationales.

5.5.2. La refonte du système de l'enseignement supérieur pour une synergie relationnelle avec la sphère des activités économiques en Algérie :

La réforme de l'enseignement supérieur doit constituer la priorité, l'urgence dans l'ordonnancement des réformes nationales, pour diverses raisons : les Pays qui ont réussi leurs transitions ou leur développement (Malaisie, Brésil, Chine...) ont d'abord modernisé leur appareil de formation supérieur, à l'instar des meilleurs du monde (Lamiri, 2013). Une économie qui investit beaucoup dans la recherche a plus de chance d'obtenir une forte croissance économique que celle qui y investit fort peu (Biales, Leurion, Rivaud-2007- ; Rouadjia, 2018). Aussi, le développement d'un système universitaire performant en adéquation avec l'emploi contribuera à la réussite des politiques publiques en Algérie.

**5.6- La recherche et développement, l'innovation, l'intelligence économique (IE) et le développement du système de veille : des sources propices pour promouvoir une efficience des politiques économiques en Algérie**

C'est dans la recherche et développement que se diffuse le progrès technique, source de développement et de progrès des sociétés contemporaines. Les économistes tiennent pour acquis que l'innovation, et par conséquent la connaissance scientifique et technologique, est le moteur de la croissance et de la compétitivité. Beaucoup d'auteurs et académiciens Algériens ont mis en évidence

l'importance de la relation université-entreprise dans ces domaines, à l'instar de (Khelladi- 2012- ; Djeflat-2006- ; (Bensahli-2012-).

L'importance de la recherche et développement n'est plus à démontrer. Cette activité engendre le progrès technique qui permet aux nations de se développer.

#### **5.7- Le développement de la technologie de l'information et de la communication (TIC), la numérisation et la digitalisation : des outils prépondérants pour une efficacité des politiques économiques en Algérie**

Les TIC favorisent l'émergence et la croissance de nouvelles industries de commerce électronique, plateforme électronique, téléphonie, industrie de réseaux... L'essor de l'économie numérique pour la modernisation de la gouvernance, s'avère d'une importance capitale pour le renforcement de la décentralisation, la rationalisation de la dépense publique et la modernisation de tous les secteurs économiques. Il y a lieu également, de prévoir en Algérie, le développement de l'e-gouvernance comme soutien à la réforme et modernisation de l'administration publique. On assiste actuellement à travers le monde à la révolution digitale. En effet, l'avènement digital est un gain en horizontalité. C'est-à-dire une relation plus libérée, plus fluidifiée de l'économie (Grim- 2012- ; Baddari - 2020-)

#### **5.8- L'essor de la diplomatie économique et l'internationalisation des banques et des entreprises algériennes : un vecteur stratégique de diversification économique**

La diplomatie algérienne peut contribuer à l'internationalisation de l'entreprise algérienne et donc au développement des exportations hors hydrocarbures. Il s'agit en ce sens, de la diplomatie économique et commerciale comme outil intermédiaire, entre la diplomatie et l'intelligence économique qui peuvent servir de vecteur d'accès à l'information économique et commerciale. Celles-ci sont censées être utilisées par les entreprises exportatrices dans l'adaptation de leurs produits au marché international visé.

**5.9- Protection sociale, l'instauration de la confiance et l'établissement d'un droit économique cohérent : des facteurs pour une bonne gouvernance des politiques publiques en Algérie**

La protection sociale doit être revue et adaptée aux couches défavorisées de la société algérienne car les difficultés financières de la protection sociale sont réelles en Algérie, eu égard aux hausses des dépenses due à des causes économiques, sociologiques et démographiques. L'instauration de la confiance constitue un facteur de bonne gouvernance. Son importance a été mise en relief par différentes recherches, tant dans les sciences sociales que dans les sciences humaines. La confiance recèle des rapports très étroits avec les domaines du management et demeure un levier efficace pour la réussite des politiques publiques en Algérie. Les pouvoirs publics doivent également mettre en place les bases d'un véritable droit économique cohérent et incitatif pour la création de richesses (Ait Belkacem-2020-; Mansouri, Khiat-2017-; Benachenhou, Khiat- 2017-).

**5.10- Les autres leviers à mettre en œuvre pour une maîtrise de la bonne gouvernance ayant trait aux politiques publiques en Algérie :**

Plusieurs autres leviers sont à mettre en œuvre également en Algérie pour le renforcement de la bonne gouvernance afférente aux politiques publiques. Nous ne pouvons faire une recension exhaustive de ces leviers : nous mettons en exergue ci-dessous les autres leviers qui peuvent contribuer à asseoir une bonne gouvernance des politiques publiques :

- La lutte contre la corruption qui constitue un fléau qui peut entraver le développement en Algérie ;
- La nécessité d'une vision prospective en Algérie et l'importance d'une planification à travers la création d'un ministère spécialisé dans le domaine ;
- La restructuration des capitaux marchands de l'Etat et la dépenalisation de l'acte de gestion afin de permettre la prise de risques par les managers algériens ;

- L'émergence de la sécurité alimentaire par le développement de l'agriculture et une nouvelle politique de l'eau constituent des facteurs importants dans le cadre des politiques économiques ;
- L'amélioration de la croissance économique et l'essor de l'indice du développement humain en Algérie ;
- La mise en place d'un système d'information économique efficient afin que les entreprises et les institutions puissent détenir des statistiques fiables et qui constitue d'ailleurs un puissant levier des politiques publiques ;
- Le développement des énergies renouvelables est un secteur à prendre en compte pour des politiques économiques harmonieuses.

## **CONCLUSION**

Arrivés à la fin de notre article, nous tenterons de mettre en exergue la synthèse de nos principaux résultats.

Une bonne gouvernance des politiques publiques en Algérie nécessite des leviers fondamentaux à mettre en œuvre. Nous avons mis en exergue dans notre article les différents leviers d'action pour asseoir et promouvoir la bonne gouvernance dans ce domaine. L'importance stratégique des finances publiques et la rationalisation des choix budgétaires ont une importance capitale pour une bonne gouvernance. L'Algérie devrait entreprendre une série de réformes structurelles et le plus tôt possible, qui se complètent et se renforcent mutuellement, mises en évidence ci-dessus. Par ailleurs, une politique économique efficiente constitue une source pour une nouvelle gouvernance en Algérie, avec ses principaux paramètres mis en relief dans notre papier. Quant à un financement harmonieux de l'économie nationale, les pouvoirs publics doivent entreprendre des réformes structurelles financières par la création d'un marché des capitaux florissant. La décentralisation et la montée en puissance des collectivités locales en Algérie constitue également un enjeu majeur pour une bonne gouvernance des politiques publiques et ce, à travers les différents leviers mis en lumière. La construction d'une économie plus diversifiée et moins dépendante des performances du seul secteur de la production et des exportations d'hydrocarbures est

indispensable. De vraies réformes structurelles cohérentes sont à la base d'une réussite certaine de nos politiques publiques. Toutefois, pour la concrétisation des politiques publiques en question, il y a lieu de faire prévaloir les autres leviers de pilotage pour la gouvernance dont nous avons mis en relief les principaux.

### Références bibliographiques

- Adam F., Ferrand O., & Rioux R., (2006).** : « *Finances publiques* » Editions Dalloz, Paris
- Alary AM., Lalloup I., Stroussi A., (2010).** « *Management des organisations* », Berti Editions, Alger.
- Aglietta M., (2005).** « *Macro-économie financière* », Éd. La découverte, Paris.
- Abaci M., (2021).** « *Comptabilité publique et budget de l'Etat en Algérie : la nécessaire réforme* », El Watan économie du 21 Novembre 2021.
- Azzouz Y., & Baroudi N., (2017).** « Développement financier et croissance économique », *Revue MECAS* ; N° 14 ; Juin, Tlemcen.
- Ait Belkacem M., (2020).** « Rétablir la confiance est le cœur de toute initiative de réformes », *El Watan Economie* du 6/1/2020.
- Benachenhou N., & Khiat A., (2017).** « *La confiance managériale dans les organisations* ». Ouvrage collectif intitulé « *la confiance au cœur de la GRH* » Editions El Adib Oran.
- Boulifa B., (2018).** « *Organisation, gestion et finances de la commune* ». Berti Editions, Alger.
- Belmihoub MC., (2001).** « La gouvernance et le rôle économique et social de l'Etat ; entre exigences et résistances », *Revue Idara* de l'ENA, vol. 11, Alger, 2001.
- Bernaoui R., (2016).** « *Veille et intelligence économique. Quelle problématique pour un système d'information en Algérie ?* », OPU ; Alger.
- Benachenhou A (2015).** « *L'Algérie : sortir de la crise* », Alger, Éd. El Diwan, p.36.
- Benyelles H K., & Tchouar K., (2017).** « L'intelligence économique au service de la stratégie de l'entreprise ». *Revue Mecas*. Université de Tlemcen, n° 14, juin 2017.



- Baslé M., (2004).** « *Le budget de l'Etat* ». La découverte Coll Repères, Paris.
- Biales M., Leurion R., & Rivaud J.-L., (2007).** « *L'essentiel sur l'économie* », Berti Éd. Alger.
- Baddari K., (2020).** « L'université en tant que sujet de l'économie de la connaissance ». *El Watan économie* du 4/10/2020.
- Bensahli M., (2012).** « *Le monde en crise, les dérives de la finance* », Casbah Éd. Alger.
- Bouzar C., (2010).** « *Systèmes financiers : Mutations financières et bancaires et crise* » Ed. El Amel, Alger,
- Biales M., Leurion R., & Rivaud J.-L., (2007).** « *L'essentiel de l'économie* », Éd. Berti ; Alger.
- Bessaha A., (2021).** Le projet de loi de finances pour 2022 repose le problème de la cohérence des politiques macroéconomiques du pays. *El Watan économie* du 25/10/2021.
- Benbitour A., (1998).** « *L'Algérie au troisième millénaire. Défis et potentialités* ». Éd. Marinor. Alger.
- Bekkour R., (2016).** « *Economie industrielle. Démarche de l'économie industrielle. Méthodes et outils d'analyse du système industriel* ». OPU, Alger.
- Berkouk O., (2019).** « La mauvaise gouvernance, seul responsable du détournement vers l'informel de 50% du PIB », *El Watan Economie* du 11/11/2019, p.14.
- Bouchakour M., (2020).** « Rendre l'impôt plus juste, équitable et plus efficace », *Liberté Économie* du 19/1/2020
- Boudia MF., (2017) :** les facteurs susceptibles d'influencer l'intention entrepreneuriale. *Revue les Cahiers du Mecas* ; Université Abou Bakr Belkaid, Tlemcen.
- Bouyacoub F., (2000).** « *L'entreprise et la banque* » ; Casbah Editions, Alger.
- Benko G., (2000).** « *Les théories du développement local* ». Editions sciences humaines, Auxerre, France.
- Baba Ahmed M (2016).** « *Riba L'islamic Banking en question* ». Chihab Éd., Alger.

- Benissad H., (2018).** « *De la transition économique : l'expérience algérienne (1988-2018)* ». OPU, Alger.
- Choual IE., Aggoun S., (2016).** « *Aperçu de la politique budgétaire de l'Algérie. Revue Miskhat* », Université Belhadj Bouchaib Temouchent n°3/2016.
- Chowwel F., (2007).** « *Finances publiques* ». Gualino Éd. Paris.
- Carrissant C., & Rival M., (2008).** « *Les politiques publiques* ». Éd. INTEC. Paris.
- Carrissant C., Lesnard C., & Rival M., (2010).** « *Les politiques publiques* » Éd. INTEC .Paris.
- Colin F., (2005).** « *Droit public économique* ». Gualino Editeur Paris.
- Conan M., (2005).** « *Finances publiques* ». Ed., Nathan ; Paris.
- Crusis HM., (2003).** « *Finances publiques* » ; Éd. Coll. Focus, Paris.
- Djeflat A., (2006).** « *L'économie fondée sur la connaissance. Etat des lieux et perspectives pour l'Algérie* ». Collection Maghtech. Éd. Dar El Adib. Oran.
- Darbelet M., Iazard L., & Scaramuzza M., (2011).** « *L'essentiel du management* », Berti Éd. Alger.
- Damerey S., (2006).** « *Finances publiques* ». Gualino Éd. Paris.
- Fontanel J., (2005).** « *Analyse des politiques économiques* », OPU. Alger.
- Gloukoviezo G., (2013).** « *De la bancarisation de masse à l'excellence bancaire et sociale* », Éd. De l'Atelier; Paris.
- Graba H., (2000).** « *Les ressources fiscales des collectivités locales* », Enag Ed. Alger.
- Gouttebel JY., (2003).** « *Stratégie de développement territorial* » Editions Economica ; Paris.
- Grim N., (2009).** « *Algérie : L'interminable transition* », Casbah Editions, Alger.
- Grim N., (2012).** « *Entrepreneurs, Pouvoir et société en Algérie* », Casbah Editions, Alger, p.89.
- Hamadouche A., (1997).** « *Méthodes et outils d'analyse stratégiques* », Alger ; Editions Chihab.
- Harrar SH., & Ghomari MS., (2017).** Le diagnostic d'attractivité : enjeu du marketing territorial. *Revue du Mecas*, n°15 ; université Abou Bakr Belkaid ; Tlemcen.

- Haddad S., Mokhtari S., & Belaid MC., (2015).** « *Comprendre la banque* », Éd. Les pages bleues, Bouira, Algérie
- Issolah R., (2005).** « *Management des systèmes d'information. Enjeux et méthodes d'évaluation* », OPU, Alger.
- Jouahri A., (2017).** Education financière dans le monde Arabe. Colloque international. *Fonds monétaire Arabe* le 20/21/2016 au Maroc.
- Khellassi R., (2010).** « *L'économie d'entreprise contemporaine* », Éd. Houma ; Alger.
- Khelil A., (2011).** « *La commune dans le défi du management et de l'ingénierie territoriale* ». Casbah Editions, Alger.
- Kheladi M., (2012).** « *Le développement local* », OPU, Alger.
- Kosiur D., (2000).** « *Comprendre le commerce électronique* », Microsoft Press, France.
- Lascombe M. Vandendriessche X., (2005).** Les finances publiques, Connaissance du droit. Éd. Dalloz, Paris.
- Lakhlef B. (2006).** « *La bonne gouvernance* », Éd. Dar El Khaldounia, Alger.
- Lamiri A., (2013).** « *La décennie de la dernière chance. Emergence ou déchéance de l'économie algérienne ?* », Éd. Chihab ; Alger.
- Lakhlef B., (2014).** « *Créateur d'entreprise et dirigeant d'entreprise* ». Alger-Livres-Éd.
- Loncle P., & Rouyer A., (2004).** « *La participation des usagers : un enjeu de l'action publique locale* ». Revue Française des affaires sociales n°4/2004.
- Longatte J., Vanhove P., (2007).** « *Economie générale* », Éd. Dunod, Paris.
- Leloup F., (2005).** La gouvernance territoriale comme mode de coordination territoriale. *Géographie, économie, société*, vol. 7.
- Mansouri M., & Zakaria Y.A., (2019).** La Confiance Instrument Managérial Et De Gouvernance Universitaire Promoteur De L'image De Marque. *Revue Algérienne de finances publiques*, vo. 9, n°1, pp 152-161.
- Meddahi N., (2017).** « *Investir à la bourse des actions d'Alger* », *El Watan* économie du 16 aout 2017.

- Mekideche M., (2008).** « *L'économie algérienne à la croisée des chemins* » ; Editions Dahlab ; Alger.
- Mouhoubi S., (1998).** « *L'Algérie à l'épreuve des réformes économiques* ». Office des publications universitaires ; Alger.
- Mishkin F., Bordes C., Haut Cœur PC., & al. (2007).** « *Monnaie, Banque et marchés financiers* ». Editions nouveaux horizon. Paris.
- Maherzi D., (2013).** « *Les finances locales en Algérie* ». Éd. ITCIS Alger.
- Mebtoul A., (2021).** « *Lutte contre la corruption : La fonction de la cour des comptes doit être avant tout la prévention et non la coercition* ». El Watan économie du 15 novembre 2021.
- Nouioua B., (2017).** « *Le dinar algérien. Passé et présent* ». Editions Casbah. Alger.
- Naas A., (2003).** « *Le système bancaire algérien. De la décolonisation à l'économie de marché* ». Editions Maisonneuve et Laroche ; Paris.
- Ouchouchi M., (2014).** « *Les fondements politiques de l'économie rentière en Algérie* ». Editions Declis, Bejaia.
- Okamba E., (2010).** « *La gouvernance. Une affaire de société* ». Éd. L'Harmattan, Paris.
- Oukil M S., (2019).** « *Entrepreneuriat : approche globale et pratique* », OPU, Alger.
- Rouadjia A., (2018).** « *Repenser le partenariat université-entreprise* », El Watan économie, Mars, 2018,
- Roban L., Jobert B., Muller P., (1988).** « *L'Etat en action. Politiques publiques et corporatisme* ». Revue Française de sciences politiques, vol. 38, n°3.
- Rahmani C., (2009).** « *Les finances des communes algériennes. Insincérité, déficits et bonne gouvernance* ». Editions Casbah.
- Rouach D., (2015).** « *La veille technologique et l'intelligence économique* ». Éd. ITCIS ; Alger.
- Rakhrour Y., Benilles B., (2021).** L'inclusion financière : un levier au service de la croissance économique. *Revue les cahiers du Mecas*, vol. 17 Université Abou Bakr Belkaid, Tlemcen.
- Sari C., (2011).** « *Algérie et Maroc : Quelles convergences économiques ?* », Editions Cabrera, Paris.
- Saidj L., (2003).** « *Finances publiques* ». Dalloz Cours, 4 Edition, Paris.

**Zeroki W., & Grari Y., (2017) :** « L'université entrepreneuriale en Algérie. Cas des étudiants de Tlemcen », *Revue Mecas* (14), Algérie, Université de Tlemcen.

**Watts M (2007).** « *L'économie de marché* », Editions GAL, Alger.